

MONTREAL CAMPUS

Abus grandeur nature

CES JEUX DE RÔLES
SUJETS AU SEXISME
SOCIÉTÉP7

À lire aussi
S'ÉDUQUER AUTREMENT
SOCIÉTÉP8-10

L'ANGLE MORT DE LA POLITIQUE 16

Le champ d'intervention de l'Université
contre la violence sexuelle jugé limité **UQAMP3**

NOUVEL ESSOR DU VIDÉOCLIP

Le milieu fleurit grâce aux progrès technos
et à la créativité de ses artisans **CULTUREP11**

ÉDITORIAL

UNE PORTE GRANDE OUVERTE

C'est une première juridique en matière d'éthique scientifique: une professeure associée de l'UQAM s'est vue forcée par la justice à outrepasser un fondement de la recherche : le respect de la confidentialité des données. La communauté scientifique québécoise est consternée; le public devrait également mesurer la gravité d'un tel affront.

Marie-Ève Maillé a été sommée en janvier 2016 de révéler l'identité des sources confidentielles qu'elle a interrogées pour effectuer ses recherches sur l'acceptabilité sociale d'un parc éolien québécois. Tout cela après que l'entreprise Éoliennes de l'Érable eût obtenu une ordonnance de la cour en ce sens. À moins d'un revirement de situation, Mme Maillé, qui agissait à titre d'experte indépendante dans un recours collectif entamé en 2014 contre Éoliennes de l'Érable, devra donc divulguer le nom, l'adresse et les enregistrements des entretiens avec les 93 personnes qu'elle a consultées dans le cadre de sa recherche doctorale en 2012.

En accédant à la demande de l'entreprise, justifiée par des intérêts manifestement privés, le juge Marc St-Pierre a créé un précédent dangereux pour la garantie d'une notion internationalement

exigée en matière de bonne pratique scientifique.

Une telle incarnation des angles morts de la justice quant à la protection de la confidentialité — justifiée par l'intérêt public — n'est pas sans rappeler la chasse aux sources journalistiques qui s'opère présentement au Québec. Faut-il rappeler que les mandats de surveillance d'une dizaine de journalistes ont été accordés par des juges de paix et des juges de la Cour du Québec ?

Ici aussi, cette approbation des magistrats s'inscrit en faux avec les intérêts d'une société bien informée. D'un côté, les chercheurs craignent que les participants qu'ils interrogent soient découragés de s'exprimer librement sur les sujets étudiés, par crainte d'être rétroactivement identifiés. De l'autre, les journalistes redoutent que les lanceurs d'alerte soient contraints de faire preuve d'autocensure en sachant que leurs confidentiels

son t

DOMINIQUE DEGRÉ
FÉLIX DESCHÈNES

peut-être épiés. Si les vertus de la confidentialité n'ont pratiquement pas de poids juridique, elles font office de devoirs éthiques tant dans le guide de déontologie de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec que dans l'*Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*.

Cette affaire fait les manchettes depuis quelques semaines et avec elle vient un lot de reproches publiquement adressés à l'UQAM quant à l'aide limitée qu'elle aurait apportée à la chercheuse. Marie-Ève Maillé a avoué ne pas s'être sentie appuyée par l'Université et a partagé aux médias un échange de courriels dans lequel l'institution insistait sur le fait que la chercheuse était l'unique « titulaire des droits de propriété intellectuelle de [sa] thèse incluant notamment [ses] données de recherche ».

L'UQAM

a

de son côté indiqué par voie de communiqué qu'elle avait bel et bien rempli ses responsabilités d'assistance, ayant notamment conseillé à la chercheuse de retirer son expertise du litige qui l'occupait.

Que l'UQAM ait réellement ou non agi en conformité avec les attentes inscrites à l'*Énoncé de politique des trois Conseils*, qui indique que les « établissements doivent aider les chercheurs à tenir leurs engagements de confidentialité », n'altère en rien la menace qui pèse contre ses chercheurs.

Puisque les chercheurs de demain sont les étudiants d'aujourd'hui, le *Montréal Campus* estime important de rappeler à l'Université la portée à long terme des actions qu'elle prendra pour aider Mme Maillé. Nous appelons l'UQAM à tenter de voir au-delà de sa stricte responsabilité légale en matière de droits d'auteur et de se faire actrice de premier plan dans la préservation du respect de la confidentialité dans la recherche. Une approche à courte vue serait décevante d'une université plaidant avoir depuis son origine « adopté une approche de recherche participative et une implication avec le milieu ce qui en fait un modèle en matière de mobilisation des connaissances ». ❖



VALASKA

Corédacteurs en chef : Dominique Degré et Félix Deschênes | **Chefs pupitre UQAM :** Jean-Philippe Guibault | **Société :** Jean Balthazard | **Culture :** Sarah Daoust-Braun |

Adjoints au pupitre UQAM : Guillaume Lepage | **Société :** Jasmine Legendre | **Culture :** Laurence Godcharles | **Directrice artistique :** Catherine Legault |

Stagiaires : Julie Levasseur et Mélina Soucy | **Correctrice :** Myriam Gendron | **Conception graphique :** Fernando Calderón | **Impression :** Hebdo Litho | **Illustrations :** Valaska (page éditoriale), Xiadanni Calderón (en-têtes) | **Collaborateurs :** Nicolas Boni-Rowe, François Breton-Champigny, Julien Denis, Catherine Drapeau, Thomas Dufour, Isabelle Grignon-Francke, Matisse Harvey, Luca Max, Maude Petel-Légaré

Prière de recycler ce papier journal

PUBLICITÉ :

Accès média : 514.524.1182

info@accemedia.com

Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada

MONTRÉAL
CAMPUS

est publié par les Éditions Montréal Campus inc.

CP. 8888 succ. Centre-Ville,

Montréal (QC) H3C 3P8

Téléphone : 514.987.7018

Suivez Montréal Campus sur le web

www.montrealcampus.ca

Courriel: redaction@montrealcampus.ca





VIOLENCES SEXUELLES

Les failles de la Politique 16

Malgré sa révision, des intervenantes doutent que la Politique 16 soit l'unique solution à la menace de violences sexuelles à l'UQAM

CATHERINE DRAPEAU

Au moment où le gouvernement du Québec annonce ses stratégies dans la lutte en matière de violences sexuelles, l'UQAM tente d'agir rapidement afin d'ajuster sa Politique 16, en cours de révision depuis au moins deux ans. Mais lorsqu'elle sera mise en place, des intervenantes de l'Université craignent que la culture du viol soit toujours présente, notamment parce qu'elle ne reconnaît pas les gestes posés hors campus, dont les chambres étudiantes.

« Les travaux ont tardé parce que la direction voulait fusionner les politiques 16 et 42 pour n'avoir qu'une politique sur le harcèlement, fait valoir la représentante étudiante sur le conseil d'administration de l'UQAM, Nadia Lafrenière. Selon l'Université, le harcèlement sexuel n'est qu'un harcèlement parmi d'autres. L'UQAM disait que si on n'en parlait pas, ça n'allait pas exister. »

L'annonce du gouvernement d'élaborer une loi-cadre contre les violences sexuelles aurait convaincu l'administration de l'importance d'achever les travaux de révision de la Politique 16. « L'UQAM réagit quand on la force à agir, quand elle est au cœur d'un scandale dans les médias, déclare la professeure de sociologie Geneviève Pagé, membre du comité de révision de la Politique 16. Quand on a remis le dossier des violences sexuelles sur la table avec l'annonce de la loi, l'UQAM a voulu qu'on redouble d'ardeur dans les travaux alors que cela fait environ deux ans qu'on travaille sur ces révisions. »

En effet, la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers, relate que « les actions qui sont menées par l'UQAM entourant ces enjeux vont dans le sens des préoccupations de la ministre [responsable

de la Condition féminine] », sans détailler l'avancement des travaux en cours.

Hors des murs de l'UQAM

Déléguée au comité féministe du Syndicat des étudiant-e-s employé-e-s de l'UQAM (SETUE) qui siège aussi au comité de révision de la Politique 16, Marie-Lee Beausoleil soutient que son syndicat ne considère pas la Politique 16 comme étant une solution suffisante pour enrayer toutes les violences à caractère sexuel à l'UQAM, principalement parce qu'elle n'a pas autorité en dehors du campus.

« Les bâtiments de chambres étudiantes louées appartiennent à des compagnies privées et non à l'UQAM, qui se décharge de ses responsabilités, avance-t-elle. Aussi, la Politique 16 reste floue lorsqu'il s'agit des relations en dehors de l'université. Par exemple, si un directeur de maîtrise rencontre son étudiante afin de discuter professionnellement autour d'un café, la Politique 16 ne pourrait s'appliquer en cas de violences sexuelles. »

Les résidences de l'UQAM sont effectivement gérées par Résidences universitaires UQAM, une entreprise auxiliaire à l'Université. La porte-parole de

« [...] le processus de plainte doit être revu, car il est problématique »

Geneviève Pagé, professeure de science politique à l'UQAM



CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

Les travaux de refonte de la Politique 16 contre le harcèlement sexuel à l'UQAM ont été amorcés il y a deux ans, sous la responsabilité du comité de rencontres de gestion et de direction.

l'établissement confirme que « la dimension du "champ d'application" est l'un des éléments qui font partie du processus de révision du comité qui [se préoccupe de la Politique 16]. » Toutefois, elle précise que le Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement (BIPH) « accueille toutes les personnes de la communauté qui vivent des situations de harcèlement, d'agressions et de violences à caractère sexuel, et ce, peu importe le contexte dans lequel se produit la situation, soit sur ou à l'extérieur du campus. »

La bonne volonté est là, mais ce n'est pas suffisant pour régler le problème, déplore Manon Bergeron, professeure en psychologie à l'UQAM et auteure de l'enquête *Sexualité, sécurité et interventions en milieu universitaire*. Celle-ci s'inquiète du manque de financement.

« Il faut des sous, de l'investissement de la part du gouvernement, mais aussi de l'UQAM. Cette politique doit améliorer le processus de dépôt de plainte sécuritaire, confidentiel. Ce n'est pas assez clair [les recours] qui s'offrent à la victime », souligne-t-elle.

Processus de plainte

L'enjeu le plus important auquel le comité de révision de la Politique 16 essaie de trouver une solution est celui de la confidentialité. « La loi exige le respect de la vie privée, mais le processus de plainte doit être revu, car il est problématique », indique Geneviève Pagé. Il arrive que des victimes côtoient leur agresseur sur le campus sans qu'elles ne

sachent les sanctions qu'il leur sont imposées, souligne Nadia Lafrenière.

Il faut également des intervenants spécialisés, formés en la matière. « L'UQAM en avait une, mais le poste a été coupé l'an dernier avec les compressions budgétaires », fait remarquer Manon Bergeron. Cette solution est également proposée par Marie-Lee Beausoleil. « L'UQAM doit faire preuve d'honnêteté envers les étudiantes afin de rétablir les liens de confiance brisés. Cette politique se doit donc d'être plus menaçante », affirme-t-elle.

Si l'annonce de la création de la loi-cadre démontre que le gouvernement est prêt à agir afin de contrer les violences sexuelles, Nadia Lafrenière reste sur ses gardes. « Le gouvernement a annoncé qu'il allait dévoiler un plan d'action, mais on ne sait pas encore ce qu'ils vont faire concrètement », relativise la représentante étudiante au CA de l'UQAM. D'autant plus qu'une politique ne résoudra pas à elle seule les problèmes de violences sexuelles sur les campus, selon Geneviève Pagé. « La Politique 16, ce n'est qu'un des éléments parmi les initiatives pour rétablir la confiance à l'UQAM », juge-t-elle.

« Il faut arrêter de croire que ce ne sont que des cas isolés », scande Manon Bergeron. Elle garde toutefois espoir, car plusieurs personnes se mobilisent pour mettre de la pression sur le gouvernement afin de forcer des changements. Il faut une transformation de la culture en général, croit Geneviève Pagé. « On doit continuer à garder une pression, c'est la seule manière de faire changer les choses. »

Fusionner pour mieux lutter?

Avant l'annonce de sa révision, la Politique 16 axait ses actions sur le harcèlement sexuel qu'elle définissait comme étant « un comportement à connotation sexuelle unilatéral et non désiré [consistant] en une pression indue exercée sur une personne, soit pour obtenir des faveurs sexuelles, soit pour ridiculiser ses caractéristiques sexuelles. » Toutefois, cette définition n'est pas assez large afin de contenir toute sorte de violence sexuelle, comme les attouchements ou la violence verbale à caractère sexuel. C'est pourquoi la modifier était nécessaire selon des membres de la communauté uqamienne. Hors de question de la fusionner avec la Politique 42, plutôt axée sur le harcèlement psychologique, tel que proposé par la direction, croient plusieurs intervenantes.

CAFÉS ÉTUDIANTS

Tasse à moitié vide

Les choses se corsent pour des cafés étudiants de l'Université aux prises avec des déficits budgétaires

MÉLINA SOUCY

Alors que le Salon G parvient à générer des profits, les autres cafés étudiants doivent redoubler d'efforts et d'imagination pour fonctionner. La majorité d'entre eux survivent sous une structure d'autogestion, c'est-à-dire sans patron, et grâce à la bonne volonté de leurs employés.

Le Café Aquin, affilié à l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH), a convié ses membres à une assemblée générale de sauvetage le 11 octobre dernier en raison d'un déficit de quelques milliers de dollars. Cette assemblée s'est soldée par l'obtention d'une subvention régulière de 18 500 \$ par année pour l'organisation. Cela représente une somme de 7 500 \$ par session. Les 3 500 \$ restants serviront à ouvrir le café pendant la session d'été, chose qui n'avait pas été possible depuis deux ans.

« On aurait pu continuer de fonctionner sans subventions, mais ça ne nous permettait pas de remplir nos missions », explique Tristan, employé du café et étudiant à la maîtrise en science politique. Ces missions comprennent, entre autres, d'offrir aux étudiants des prix accessibles, ce qui n'était plus possible sans une subvention de la part de l'AFESH.

Les cafés étudiants de l'UQAM ont tous comme objectifs premiers de fournir des produits à moindre coût et d'offrir un espace commun aux étudiants de leur faculté. Cela s'effectue parfois aux dépens de la rémunération des employés. « C'est très altermondialiste comme structure, car, au final, non seulement on est une structure bénévole, mais en plus on est autogéré », raconte Geoffrey Gauvin, fondateur du Café Humani-thé, deuxième café de l'AFESH et seul café bénévole de l'UQAM.

Dans ce café ouvert en janvier dernier et situé au pavillon des sciences, quinze étudiants en psychologie travaillent environ trois heures par semaine chacun, sans être payés. « Si on voulait rémunérer les gens, il faudrait faire 19 000 \$ d'argent brut par année et nous n'en faisons qu'environ 2 000 \$ », analyse l'étudiant. Il ajoute qu'avec la récente embauche d'une comptable,



PHOTOS CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

Des cafés étudiants de la maison d'enseignement accusent des déficits alors que d'autres sont rentables.

ce maigre revenu va disparaître. Le salaire des employés n'est toutefois pas une priorité pour ce café, car « il existe une tradition de bénévolat assez importante au sein [du département de psychologie]. »

Des déficits importants

Bien qu'il soit le café le moins lucratif de l'UQAM, le Café Humanité n'est pas en déficit pour le moment. C'est le Café des arts et design, affilié à l'Association facultaire étudiante des arts (AFEA), qui serait le plus déficitaire avec un manque à gagner de 50 000 \$. Les deux points de service dans les pavillons Judith-Jasmin et de Design forment une seule et même organisation. « Quand je suis arrivé ici, on m'a demandé de faire l'état des comptes. Le résultat est incompréhensible », se décourage Charles, employé du café et étudiant au diplôme d'études supérieures spécialisées en musique de film. Le jeune homme avait travaillé au café de 2013 à 2014, alors que le comptoir venait de rouvrir sous forme d'autogestion après avoir été fermé plusieurs années justement à cause d'un déficit important.

Selon lui, le déficit s'explique peut-être par « la non-augmentation des prix des produits depuis 2013 ». Certains produits étaient donc vendus au même prix que

leur coût auprès du fournisseur, ce qui a pu contribuer à creuser le déficit. Il tient à préciser que peu importe l'argent manquant, le café vendra toujours des produits de qualité. « Notre mandat, ce n'est pas de faire de l'argent. Pour vrai, vendre de la scrap, comme du Coca-Cola pis faire la palette, ça ne nous tente pas », martèle-t-il.

Le café Philanthrope affilié à l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE) a également un montant déficitaire plus important que ce qu'il peut combler en une session, selon Guillaume, employé du café et étudiant en éducation au secondaire au volet éthique et culture religieuse. Celui-ci n'a toutefois pas divulgué au *Montréal Campus* l'ampleur du déficit. La situation du café Philanthrope est toutefois moins dramatique, car dans l'éventualité où cette dette deviendrait problématique, l'ADEESE a accepté de combler ce déficit.

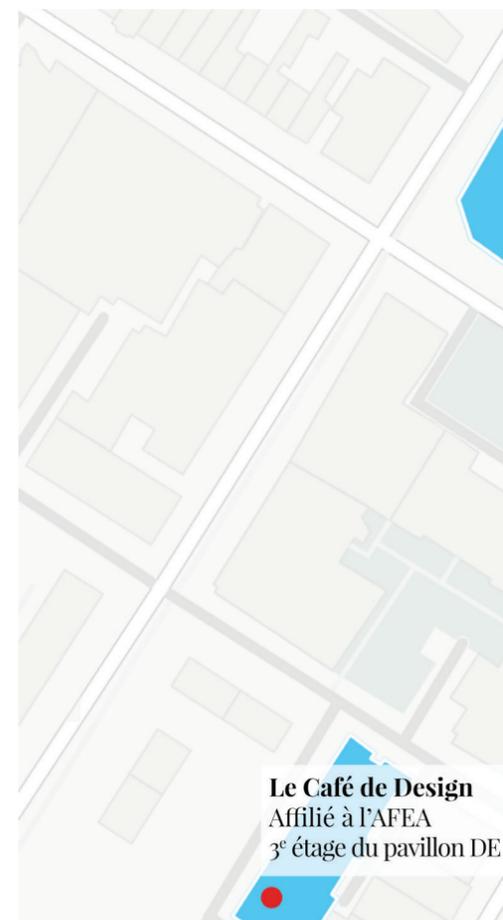
« On est dans un processus de changement de structure vers une autogestion, c'est ça qui est à l'origine de notre perte d'argent », déchiffre Guillaume. En ce moment, le Philanthrope est dans un *no man's land* précise-t-il, car le café est pris avec son ancienne procédure. Il lui faudra attendre l'acceptation de sa nouvelle charte d'autogestion en

assemblée générale pour revenir à une situation plus stable.

« Il n'y a pas de concurrence [entre les cafés étudiants]. On est tous bien friendly entre nous », dit Charles, employé au Café des arts et design. Il spécifie que la dispersion des cafés sur le campus est tellement grande que ce serait difficile d'entretenir une forme de concurrence.

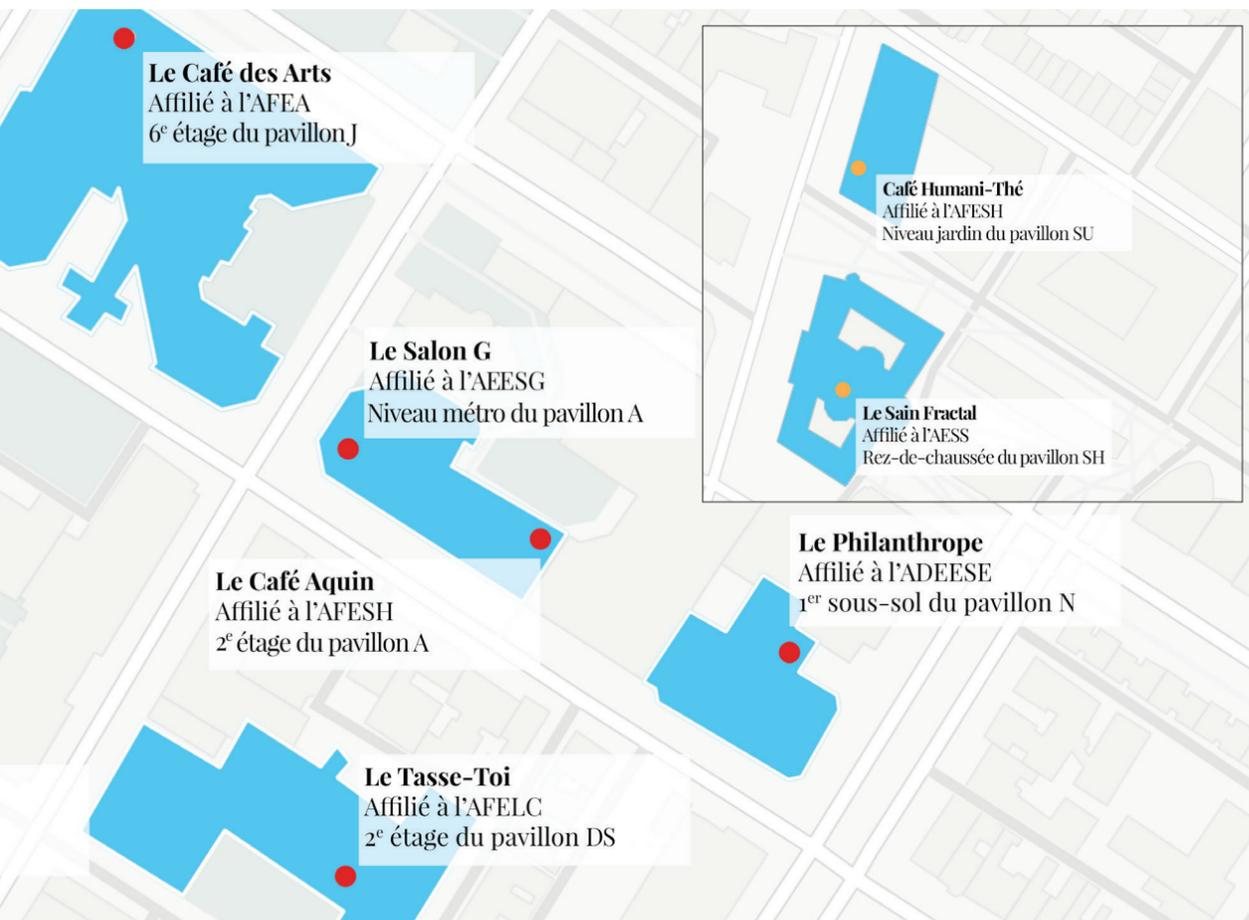
Les membres des huit cafés étudiants de l'UQAM ont créé un groupe d'entraide appelé l'Intercafé. Relancé l'année dernière, ce regroupement sert à partager des informations sur leurs fournisseurs et sur leurs façons de fonctionner. « On discute aussi de questions plus politiques », renchérit Tristan, employé au Café Aquin. L'un des sujets de discussion pour les membres d'Intercafé est l'accessibilité restreinte à leurs locaux depuis la fin des accès 24 h au printemps 2015. Auparavant, les employés des cafés étaient considérés comme des officiers des associations étudiantes et pouvaient donc accéder à l'UQAM pour accomplir certaines tâches de gestion qui se font tard, comme les paies. Pour protester contre l'abolition de ce privilège, les cafés ont organisé un *bed in* le 18 novembre 2015.

Les étudiants responsables rencontrés n'ont pas souhaité partager les budgets exacts des cafés. ☺



Le Café de Design
Affilié à l'AFEA
3^e étage du pavillon DE





Esprit de clocher

CHRONIQUE

8h15, lundi matin

JEAN-PHILIPPE GUILBAULT

Les deux yeux pochés, grosse soirée la veille. Mettre les pieds dans le Judith-Jasmin est bien en bas sur la longue liste des « choses à faire aujourd'hui ». Mais un examen de 40 %, ça ne se manque pas. Il faut donc regarder droit devant, pas si loin derrière le camelot de l'Itinéraire, et entrer à l'UQAM. Outre de se dire que « la journée va être longue », l'envie d'un café devient inévitable. Justement, le Café Gourmet est stratégiquement placé aux portes de l'Université au cœur de la station Berri-UQAM. Si cette envie surgit après avoir barré son vélo sur De Maisonneuve, le Second Cup trône au-dessus du Couche-Tard. Le cours d'Introduction aux relations internationales est déplacé au mythique pavillon V : le Il Panino est sur le bon chemin !

Les options commerciales sont légion dans le Quartier Latin pour ne pas encourager les irréductibles cafés étudiants de l'UQAM. Starbucks, Second Cup, Van Houtte, Tim Hortons, il ne manque pas de chai latte à la citrouille ou d'eau de vaisselle aromatisée entre Ontario et Sainte-Catherine. Ces cafés sont pourtant loin de faire faillite grâce aux nombreux touristes et travailleurs du coin, qui peuvent très bien remplir leurs coffres.

À l'opposé, les huit cafés étudiants présentés dans le dossier de ce numéro du *Montréal Campus* ont de plus en plus de difficulté à terminer leur année financière dans le vert. Le Café des Arts – lumineux havre de paix au sommet du Judith-Jasmin – affiche un déficit de 50 000 \$. Le Café Aquin doit s'en remettre à l'aide financière de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines pour survivre. Le seul qui semble tirer son épingle du jeu, le Salon G, affirme

tout faire pour ne pas se retrouver avec des surplus et perdre de sa marchandise. Et quoi qu'en dise son gérant, son emplacement stratégique au carrefour des trois plus importants pavillons de l'Université doit en jouer pour beaucoup dans sa viabilité.

Car – on va se le dire – l'accessibilité est essentielle pour attirer une clientèle nombreuse et engranger des profits. Ce n'est pas la mauvaise qualité des produits qui pénalise les cafés étudiants : entre un café du Starbucks ou un bio, équitable et bien plus savoureux, la question ne se pose même pas ! Leur méconnaissance de la part des étudiantes et étudiants ainsi qu'une certaine paresse de ceux-ci, est, à mon avis, le talon d'Achille des cafés uqamiens : pourquoi aller jusqu'au 6^e étage du Judith-Jasmin, pourquoi retirer quelques dollars du guichet automatique, pourquoi marcher pour retourner ma tasse lorsque tout est tellement plus simple en allant aux gros commerces de Saint-Denis ? Parce que ces cafés sont essentiels à un écosystème universitaire sain. Car ils offrent des lieux de rencontre uniques et chaleureux pour les étudiants de l'UQAM. Ces cafés emploient des étudiantes et des étudiants et se positionnent – comme en témoigne l'organisation de leur *bed in* – sur d'importants enjeux universitaires.

J'invite donc la population étudiante à faire un effort pour se défaire de ses habitudes de consommation auprès de cafés commerciaux pour encourager ceux tenus par ses confrères et consœurs. Si ce coup de pouce n'est pas assez pour qu'ils puissent se rémunérer, donnons-leur une certaine gratitude pour leur travail très (trop) souvent bénévole.

Car s'il est 8h15 à l'UQAM, il est minuit moins une pour ses cafés étudiants. ❖

découvrent l'UQAM. Ces dernières semaines, on a vraiment fait de gros progrès », analyse la responsable de l'emplacement, Julie Coquerel. Elle dit aussi ne pas avoir mis en œuvre toutes les idées de promotion possible pour aller chercher un plus large public.

« Nous, on prend le moins de risques possible. Durant la semaine de lecture on était fermé. On espère que les journées où on fait de bons chiffres comme le mardi compenseront le

vendredi [qui est une journée moins achalandée], raconte l'étudiante. Ce conservatisme peut également se faire sentir dans le nombre de produits offerts par le Tasse-toi, qui s'y prend une étape à la fois.

Julie Coquerel prévoit rester gestionnaire jusqu'au début de la prochaine session d'hiver. À ce moment, elle continuera à travailler au Tasse-toi, mais il entrera en mode d'autogestion. De là, aux employés, donc, de veiller au grain. ☺

Veiller au grain pour survivre

NICOLAS BONI-ROWE

Si des cafés étudiants de l'UQAM éprouvent des difficultés financières, d'autres parviennent à se maintenir en bonne posture malgré tout. Tour d'horizon de deux cafés qui gardent la tête hors de l'eau : le Salon G et le Tasse-toi.

Si le Salon G – café de l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion (AEESG) créé en 1992 – n'est pas dans une situation précaire, la quête d'un équilibre budgétaire demeure. « Ce n'est pas toujours facile de garder la rentabilité du Salon G. On a une marge de profits sur les produits qui est assez mince parce que nos prix sont assez bas étant donné qu'on vise une clientèle étudiante », explique le gérant du café depuis mars 2014, Sébastien Lapière-Lachance. Il indique toutefois que le café est rentable depuis plusieurs années.

Le volume des ventes a cependant déjà été plus important autrefois. « Historiquement, le Salon G a déjà connu des meilleures années en terme de chiffre d'affaires. La rentabilité est cependant plus grande en ce moment qu'elle l'était [il y a quelques années] », affirme le directeur général de la Sphère de services de l'AEESG, Sylvain Thomas.

Le chiffre d'affaires désigne le montant des ventes totales, alors que la rentabilité représente le montant des bénéfices une fois que les dépenses et les revenus ont été calculés.

Selon M. Thomas, ce changement se serait effectué après la mise en place de mesures de contrôle et de l'ajustement des prix des produits, qui ont fait en sorte de donner une plus grande marge de manoeuvre pour générer des surplus et ainsi pouvoir doter le café de meilleurs équipements.

Le café achalandé est positionné à un jet de pierre de l'embranchement des pavillons Judith-Jasmin (J), Hubert-Aquin (A) et de celui des Sciences de la gestion (R). Le directeur général refuse toutefois d'attribuer le succès du café uniquement à son emplacement. « C'est certain que la localisation est clé, mais ce n'est pas le seul facteur qui est garant du succès de l'exploitation d'un commerce comme celui-là, soutient Sylvain Thomas. Il y a aussi les produits, le service, et l'ambiance. » De plus, le Salon G est le seul café étudiant à offrir le service de paiement par cartes à l'UQAM.

Interrogé sur les gains faits par l'établissement, Sébastien Lapière-Lachance insiste pour employer le terme « surplus » plutôt que profits, le Salon G étant un organisme à but non lucratif. Les sommes accumulées sont dépensées de deux manières. « C'est 25 % qui sont réinvesties dans le Salon G et 75 % qui vont aux associations de programmes de l'AEESG », résume-t-il. Le gérant précise toutefois qu'il n'y a aucune commandite en argent qui est directement octroyée aux associations étudiantes. Celles-ci reçoivent plutôt de la nourriture ou des breuvages

fournis par le commerce, distribués lors d'événements spéciaux comme des assemblées générales.

Comme la plupart des établissements ayant des mets périssables, une gestion assez serrée des stocks est primordiale à la réussite financière, toujours selon Sébastien Lapière-Lachance. Par exemple, il évalue que sur la vente d'un sandwich, le café va faire entre 10 ou 15 sous de surplus. Ce dernier doit donc pouvoir assez bien juger le nombre d'aliments dont il aura besoin. « Il faut s'assurer de ne pas avoir de pertes parce que si je perds un sandwich, il va falloir que j'en vende 15 pour le rembourser », estime-t-il.

Les responsables du Salon G n'ont pas voulu divulguer leur budget au *Montréal Campus*.

La renaissance du Tasse-toi

Après l'occupation du pavillon J.-A.-DeSève, le 8 avril 2015, du vandalisme dans le local de la première mouture du café Tasse-toi avait forcé la fermeture de l'endroit. Près d'un an plus tard, en mars 2016, des étudiants de l'Association facultaire étudiante en langues et communication (AFELC) ont une fois de plus créé un commerce au deuxième étage du pavillon DS.

Si le café a connu des déficits durant ses premiers mois d'activité, la gestionnaire a affirmé au *Montréal Campus* qu'au mois de septembre, les dépenses et les revenus s'équilibraient. « Cette session-ci, les gens viennent de plus en plus, les nouveaux

2017 15^e ÉDITION

PRIX DU LIVRE POLITIQUE

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC



APPEL DE CANDIDATURES
14 500 \$ en bourses

DATE LIMITE : **20 janvier 2017**

L'Assemblée nationale récompense les auteurs de mémoires et de thèses portant sur la politique au Québec.

Pour information
assnat.qc.ca/prixlivrepolitique

assnat.qc.ca/mediassociaux



*Toute la technologie à votre service
Tous les services au même endroit*



CENTRE DENTAIRE
DE
HAUTE TECHNOLOGIE
DU QUÉBEC

Dre Joëlle Marcil
Chirurgien Dentiste

Dr Gabriel C. Lorgovan
Chirurgien Dentiste

URGENCE 514.524.6848

1823, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec)
www.CentreDentaireDeHauteTechnologie.com

Orthodontie invisible - Invisalign

Membres de l'A.S.E.Q.

Métro Papineau

Métro Sherbrooke

45 coin Sherbrooke
Ligne verte

24 est coin Papineau
Ligne orange



Pour soumettre vos publicités, contactez

Montréal Campus
Université du Québec à Montréal
209 Sainte-Catherine Est, local V-1380
Montreal, QC, H2X 1L4

514-987-7018

redaction@montrealcampus.ca



OSE L'INRS

Tu souhaites poursuivre tes études à la maîtrise ou au doctorat? L'environnement, les technologies avancées, la santé, les sciences sociales t'intéressent?

**PORTES
OUVERTES**

22 NOVEMBRE 2016

18 h à 21 h

Viens nous rencontrer le **mardi 22 novembre 2016**
de 18 h à 21 h au 385, rue Sherbrooke Est, Montréal.

INRS.CA/portesouvertes

INRS
UNIVERSITÉ DE RECHERCHE

TAILGATE

DU MATCH D'OUVERTURE 2016
PRÉSENTÉ PAR **belairdirect.**

17 NOVEMBRE DÈS 15H



McGill vs UQAM
F: 18h | M: 20h



2 POINTES DE PIZZA, 2 CONSOMMATIONS, 1 T-SHIRT ET UN ACCÈS AUX MATCHS DES CITADINS (FÉMININ & MASCULIN) + 1000\$ EN PRIX
ENTRÉE DE LA COUR INTÉRIEURE DU CENTRE SPORTIF

Rabais de 2\$ sur présentation de cette carte postale et de votre carte étudiante*

*OFFRE EXCLUSIVE POUR LES ÉTUDIANTS APPARTENANT AUX GROUPES SUIVANTS :
ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DE L'UQAM / ÉTUDIANTS AUX RÉSIDENCES UQAM / MEMBRES DE L'AEBC ET L'AEMA





SOCIÉTÉ

GRANDEUR NATURE

Quand la réalité rattrape la fiction

Des participants de GN se confient sur les incidents à caractère sexuel qu'ils ont vécus

THOMAS DUFOUR
JASMINE LEGENDRE

Depuis déjà sept ans, Marc-Antoine* et Julie* participent à plusieurs jeux de rôle grandeur nature (GN) au Québec afin d'interpréter des personnages médiévaux dans différents contextes. Tout s'était toujours déroulé dans le respect, jusqu'à une soirée bien arrosée pour plusieurs joueurs où Julie s'est fait agresser verbalement et physiquement par un autre participant, Michael*.

Plusieurs initiés du GN ont confié au *Montréal Campus* leur expérience et leur point de vue sur les abus à caractère sexuel dont ils ont été témoins. Des groupes de joueuses et de joueurs ont même mis sur pied des initiatives de sensibilisation pour s'attaquer au problème dans le milieu.

Dans l'histoire de Marc-Antoine, Julie et Michael, tout a commencé par des compliments : « *T'es tellement cute* », « *Ton costume est beau* ». Plus la discussion avançait, plus les propos de Michael devenaient insistants, selon Marc-Antoine. « *Il essayait de me tasser moi pour me dire : "C'est moi qui la prends"* », raconte-t-il en se souvenant du moindre détail. C'est alors que Michael a agrippé Julie par le bras. « *J'ai dû le tasser assez brutalement pour partir avec mon amie* », se rappelle Marc-Antoine. Cet incident a profondément marqué les deux amateurs de GN. « *Depuis, Julie ne se promène plus toute seule le soir dans ces événements. Elle est toujours accompagnée et toujours craintive* », déplore-t-il.

Le « *système de domination* » qui a été décrit au *Montréal Campus* s'incarnerait notamment dans le milieu du GN québécois par une forme de prostitution. « *Un organisateur disait à des femmes : "si tu couches avec moi, je te donne des points d'expérience"* », se rappelle Melina Cyrenne, présidente des Mélusines, un groupe de soutien mis en place par des joueuses pour



CATHERINE LEGAULT | MONTRÉAL CAMPUS

Les pratiques sexistes s'invitent à l'occasion dans les jeux de rôle grandeur nature.

sensibiliser le milieu du GN à la culture du viol.

Quelques événements québécois relègueraient les femmes à des rôles de soutien, estime Melina Cyrenne. « *Certains GN empêchent les filles de jouer des rôles de guerrières, de marchandes, de diplomates*, précise-t-elle. *Elles sont placées dans des rôles plus passifs comme prêtresse, alchimiste et guérisseuse dès leurs*

premières expériences. Elles ont ensuite peu de place pour évoluer vers les rôles actifs. » Les femmes ont alors du mal à prendre leur place et à s'affirmer de peur de ne pas être prises au sérieux. « *Ces rôles plus passifs établissent une relation de domination dans les événements concernés* », rapporte Melina Cyrenne. Ce n'est toutefois pas tous les GN qui exercent cette distinction entre les hommes et les femmes. « *Les GN qui posent ces interdictions aux femmes représentent une minorité* », relativise-t-elle.

Des jeux en manque de maturité

Un sondage réalisé en 2007 et publié en 2013 sur le site Electro-GN.com montre que la communauté est beaucoup plus jeune au Québec qu'en Europe. Cet âge moyen moins élevé au Québec pourrait expliquer une partie du problème de la représentation féminine dans les

grandeur nature. L'adolescence est une période où l'on veut « *acquérir une forme de reconnaissance et de statut* », écrit le professeur titulaire au Département de psychologie de l'Université de Montréal et auteur de *L'univers social des adolescents*, Michel Claes. Certaines filles vont alors sexualiser leur personnage pour obtenir une validation sociale. « *J'ai commencé à 13 ans et j'étais dans les seules filles*, raconte Melina Cyrenne. *Automatiquement, les gars s'approchent. Je manquais de confiance et je l'ai bâtie sur la sexualisation de mes personnages. Beaucoup de filles sont dans cette situation.* »

Marc-Antoine, un adepte de GN depuis plusieurs années, assure qu'il n'y a pas de costume imposé et que les femmes ont le choix d'arborer l'accoutrement qu'elles désirent. Le problème se trouverait dans le manque de choix qui s'offre en boutique. Il y aurait beaucoup moins d'articles pour femmes que

pour hommes. « *Pour les femmes, souvent, on va faire des corsets*, explique Marc-Antoine. *C'est rare qu'une femme va pouvoir trouver une armure complète qui va tout cacher.* » Pour lui, cela n'est pas surprenant en considérant que les designers de costumes trouvent souvent leur inspiration dans des films médiévaux qui véhiculent cette image « *femme dénudée* ».

Les garçons, quant à eux, auraient tendance à faire passer leurs comportements sexistes sur le compte de leur personnage. « *Beaucoup de gars vont dire : "ce n'est pas moi, c'est mon personnage"* », révèle Melina Cyrenne.

Des actions pour renverser la vapeur

Certains scénarios de GN intègrent avec succès une représentation de la sexualité dans le jeu. Ils y parviennent notamment grâce à des méthodes pour simuler un acte sexuel sans toutefois le vivre. « *Nous avons un bordel en jeu et les prostituées sont aussi bien des gars que des filles*, expose Julie Bélec, organisatrice du GN post-apocalyptique Ruins'n Rads. *Les relations sexuelles sont représentées par un jeu de cartes, les participants ne se touchent pas.* »

La culture du viol ne s'incarnerait pas systématiquement dans tous les GN; certains événements, au contraire, sensibilisent les joueurs aux comportements sexistes. C'est le cas de *Mad about the boys*, un jeu de rôle danois dans lequel les hommes sont objectivés et perçus comme des outils de reproduction. L'événement est une réflexion sur « *le genre, l'hétéronormativité, la parentalité et la démocratie* », peut-on lire sur leur site Internet.

D'ailleurs, bien qu'ils aient vécu une expérience traumatisante l'an dernier, Marc-Antoine et Julie continuent de fréquenter divers grandeur nature québécois, d'abord par passion, mais aussi parce qu'ils sont convaincus que ce genre d'incident n'est pas chose commune. ☹

*Noms fictifs

« Si tu couches avec moi, je te donne des points d'expérience »

Propos d'un organisateur de GN cités par Melina Cyrenne



SOCIÉTÉ

S'ÉDUCUER AUTREMENT

Génies laissés pour compte

Les universités ne seraient pas adaptées aux besoins des surdoués, ce qui peut mener à l'exil ou au décrochage

S'adapter aux nouvelles réalités des étudiants au cheminement scolaire atypique représente un grand défi pour les écoles québécoises. L'uniformité de l'éducation irrite de plus en plus la nouvelle génération qu'elle, n'est pas uniforme de par ses comportements et ses intérêts.

JULIEN DENIS

Contrairement à divers établissements de cycle primaire et secondaire, la majorité des universités québécoises n'offrent pas de programme d'adaptation précis pour les surdoués qui entament des études supérieures.

Le docteur François Gagné, ex-professeur en psychologie à l'UQAM et spécialiste du champ de la « douance » — néologisme dont il est l'auteur — croit que les étudiants surdoués nécessitent moins d'encadrement à l'université. « C'est au primaire et au secondaire que se trouve la masse de programmes [d'adaptation] et d'activités sur la douance », souligne-t-il en faisant référence à l'absence de cadre aux études supérieures.

Les jeunes surdoués représentent, selon l'organisme Haut Potentiel Québec fondé en 2012, entre 1 % et 5 % de la population au Québec. La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB) et la Commission scolaire de Montréal (CSDM) sont les seules à offrir des plans pour soutenir les élèves doués. Depuis 2011, la CSMB a créé un « cadre pour aider le personnel et les jeunes doués à évoluer positivement avec les autres étudiants et les enseignants ». Si des politiques ont été mises en place il y a 5 ans, celles-ci encadrent effectivement seulement les jeunes à l'école primaire et secondaire.

L'université donnerait pourtant une réelle occasion aux surdoués d'exploiter le plein potentiel de leur talent. « À l'université, les vrais défis débutent. Pour ma part, je ne me suis jamais autant éclatée que lorsque j'ai commencé la mécanique quantique.

C'était un réel challenge », avoue une étudiante surdouée de l'Université Laval désirant garder l'anonymat.

Toutefois, le fait de sauter des années peut avoir des effets néfastes. L'encadrement des besoins particuliers des surdoués se limite aux paliers primaire, secondaire et au cégep. L'absence de tels encadrements à l'université peut parfois créer un manque à gagner. « La carence de méthode de travail peut avoir beaucoup d'impact. Les jeunes peuvent frapper un mur lorsqu'ils arrivent à l'université. Cela peut même mener au décrochage », souligne l'étudiante de l'Université Laval.

Pas de législation spécifique

Les universités québécoises n'ont pas de plan ni de politique précis lorsqu'il est question de l'admissibilité des jeunes surdoués

« Je ne me suis jamais autant éclatée que lorsque j'ai commencé la mécanique quantique »

Étudiante surdouée de l'Université Laval

au sein de leur établissement. Ces derniers passent par les mêmes critères de sélection que les étudiants normaux. « Les universités au



CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

François Gagné, ex-professeur en psychologie à l'UQAM, déplore le manque d'intérêt des universités envers les étudiants surdoués.

Québec ne fonctionnent pas comme les universités américaines. Aux États-Unis, les plus grandes universités font passer des tests de QI alors qu'ici, les gens sont évalués à partir de la cote R, comme tout le monde, relate l'étudiante. Vous savez, la plupart des gens comme moi ne mettent pas cet aspect de l'avant », conclut-elle.

Selon la directrice des communications de l'UQAM, Jenny Desrochers, « l'université ne fait pas de repérage des étudiants doués, si tant est de définir ce que signifie le terme doué ». La plupart des universités effectuent une détection auprès des athlètes pour les recruter au sein de leurs équipes sportives, mais elles ne font pas de même pour les « intellectuels ». Si certains jeunes Québécois s'en vont ainsi pour étudier à l'étranger, ce n'est pas une question de demande, mais bien d'intérêt personnel. « Lorsque certains étudiants surdoués quittent le Québec vers de prestigieuses universités américaines, c'est souvent parce que leurs champs d'études ne sont pas assez développés ici », soutient

le Dr Gagné.

L'expert reconnaît l'importance des programmes de sport-études, mais déplore qu'il n'existe aucune équivalence pour les jeunes surdoués. « On ne conteste jamais le regroupement des jeunes qui ont des talents et des habiletés sportives exceptionnelles », affirme-t-il. Tous nos espoirs ayant un talent sportif ont la chance durant leurs études d'avoir des programmes adaptés pour leur permettre de participer à leurs entraînements et à leurs compétitions. Dès qu'il est question de faire la même chose dans le domaine intellectuel, c'est le blocage complet. »

Des solutions inexploitées

L'État, qui possède les ressources pour encadrer ces cas particuliers, ne les utiliserait pas à bon escient. « Utiliser l'accélération scolaire [N.D.L.R.: le fait d'accélérer le parcours d'apprentissage d'élèves talentueux en leur faisant sauter des années] de façon beaucoup plus fréquente pourrait grandement aider

ces élèves. Dans la mesure où toutes les recherches sur l'accélération scolaire ont démontré leurs vertus », lance le docteur. Le modèle sur lequel se base le système scolaire ne prendrait pas non plus en compte la réalité des jeunes doués. « Le système est basé sur un modèle "âge et degré", ajoute du même souffle le chercheur. Le simple fait d'utiliser ce système nie complètement le fait que des élèves apprennent beaucoup plus vite que d'autres. »

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ne possède aucun encadrement législatif adapté à leur situation. Toujours selon M. Gagné, il n'y aurait aucune volonté de la part du gouvernement de développer convenablement ces jeunes gens talentueux. « Il y a des choses assez particulières au Québec. Au ministère de l'Éducation, il n'existe aucun poste et aucune personne en fonction attitrée au développement des talents scolaires. La douance, ça n'existe pas. Il n'y a aucune politique, absolument rien. Ce n'est pas une priorité », déplore-t-il. ☛



SOCIÉTÉ

S'ÉDUIQUER AUTREMENT

L'école à la maison boudée par les universités francophones

Les établissements anglophones sont mieux adaptés aux besoins des étudiants issus de l'école à domicile

MAUDE PETEL-LÉGARÉ

Contrairement aux maisons d'enseignement francophones, les universités anglophones seraient mieux outillées et plus flexibles pour accueillir les étudiants éduqués à domicile puisqu'elles possèdent des critères de sélection spécifiquement adaptés pour ceux-ci.

Le Québec accuserait un retard marqué en matière d'éducation à domicile. « Ici, l'école à la maison est marginalisée, tandis que c'est un phénomène assez commun aux États-Unis et au Canada anglais. Ils ont 20 ans d'avance sur nous », déclare l'administratrice de l'Association québécoise pour l'éducation à domicile (AQED), Noémi Berlus.

Les universités anglophones ont tendance à avoir des programmes ciblés pour les étudiants qui ont suivi un parcours alternatif. « Les universités McGill et Concordia possèdent ces politiques sur leur site web. Je ne connais pas d'université francophone qui en a », met-elle de l'avant. Le *Montréal Campus* n'a repéré aucune section du genre sur les sites web de l'Université Laval, l'Université de Montréal, l'Université du Québec à Montréal ou de l'Université de Sherbrooke.

L'Université McGill, par exemple, demande à l'étudiant de lui fournir une description précise de son curriculum d'études à domicile. Il doit aussi livrer une lettre d'intention de son éducateur expliquant en quoi sa formation à la maison l'a préparé à l'université. Une personne impartiale doit également fournir une lettre de recommandation qui reconnaît que l'étudiant est prêt à s'engager aux études supérieures.

« Il y a trois ans, nous avons eu 25 demandes, suivies de 26, et de 36 cette année. Nous avons accepté environ 25 % à 50 % de ces étudiants », déclare l'agente d'admissions de l'Université McGill Karen Sciortino.

L'UQAM ne suit pas l'initiative de l'établissement anglophone alors qu'elle ne dispose d'aucune politique particulière à l'égard



CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

Il y aurait actuellement plus de 10 000 jeunes Québécois éduqués de manière alternative.

de ces étudiants. « Ce qui guide l'UQAM pour l'admission, ce sont les critères propres à chaque programme d'études. C'est ce que doit respecter un futur étudiant pour être admis. Ensuite, l'étudiant doit répondre aux exigences du programme pour obtenir son diplôme », explique la directrice des relations de presse, Jenny Desrochers.

Selon Joëlle Gaudreau, spécialiste de la non-scolarisation — aussi connue comme la méthode du « *unschooling* » — il n'y a pas de différence lors de l'application universitaire pour les personnes qui ont fait l'école à domicile d'une façon « encadrée » puisqu'elles ont fait les examens du ministère.

Les différents types d'écoles à la maison

L'école à domicile peut grandement varier selon l'implication des parents dans l'éducation de l'enfant. « Il y a des parents qui sont très rigoureux et qui enseignent avec

des heures précises tandis que d'autres vont plus vers la déscolarisation », explique le professeur associé du Département d'éducation et de formation spécialisées de l'Université du Québec à Montréal, Gérald Boutin.

« Dans le cas du *unschooling*, les parents ne suivent aucun programme étatique pour éduquer leurs enfants, mais se basent plutôt sur leurs intérêts, leur curiosité et leur motivation », fait valoir Joëlle Gaudreau, qui a écrit son mémoire de maîtrise sur le sujet.

De la maison à l'université

Puisqu'il n'y a aucun diplôme associé à la non-scolarisation, il peut être plus difficile d'accéder à l'université pour les élèves ayant suivi ce parcours alternatif. Selon Joëlle Gaudreau, certains d'entre eux devront quand même aller à l'école pour adultes ou attendre l'âge de 21 ans pour entrer dans un programme universitaire. Pour

d'autres, les méthodes d'évaluation peuvent susciter certaines ruptures, car ils ne sont pas habitués de recevoir une critique de l'extérieur.

Certains grands établissements d'enseignement anglophones, tels que la prestigieuse Université Stanford en Californie, valorisent le « *unschooling* » et ont un processus d'entrevues qui est spécifique à ces élèves. « Les universités considèrent que si ces jeunes qui ont appris par eux-mêmes et qui ont toujours suivi leurs champs d'intérêt décident de suivre une formation universitaire, c'est parce qu'ils ont vraiment l'intention de s'engager, car ils croient que l'université va leur donner les outils dont ils ont besoin », mentionne Joëlle Gaudreau.

C'est aussi ce qu'affirme l'administratrice de l'AQED. « Je vous dirais que les jeunes qui font l'école à la maison et qui vont par la suite à l'université, c'est un choix réfléchi et ils sont dévoués à suivre les cours qui leur sont offerts », souligne Noémi Berlus.

Karen Sciortino, quant à elle, explique que ces étudiants ont tendance à être très indépendants et à très bien s'intégrer dans la vie universitaire. « Ils ont souvent un niveau élevé de compétences dans un certain domaine. Ils sont passionnés et sont souvent très impliqués à l'université, reconnaît-elle. Ils apportent de la valeur à notre université. » Selon le professeur Gérald Boutin, si l'élève a acquis un niveau d'autonomie, une capacité d'intégration et de socialisation dans les groupes ainsi qu'une curiosité intellectuelle, il sera capable de s'intégrer à l'université avec une grande ouverture tout en profitant des cours qui y sont donnés.

Bien que peu de recherches scientifiques aient été réalisées sur l'école à domicile, selon le professeur Gérald Boutin, le nombre de jeunes à qui l'on enseigne à la maison serait en constante augmentation. Il y aurait actuellement plus de 10 000 jeunes Québécois éduqués de manière alternative. ☺



SOCIÉTÉ

Méfais divers

CHRONIQUE

La fausse note

JEAN BALTHAZARD

Le « système scolaire québécois *Lserait donc moins équitable que ceux des autres provinces canadiennes* ». Un constat peu reluisant pour le gouvernement Couillard et ceux qui l'ont précédé. Un constat que j'avais peine à croire lorsque je l'ai lu dans le dernier rapport du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) publié en octobre dernier.

En s'attardant aux arguments de cette publication, on ne peut faire autrement qu'en arriver à la conclusion que les écoles du Québec sont les plus inégalitaires au pays.

« Dans tous les domaines évalués par le Programme international pour le suivi des acquis des élèves de 2012, la différence de performance entre les élèves des écoles défavorisées et ceux des écoles favorisées est toujours significativement plus importante au Québec que dans les autres provinces ou régions du Canada », peut-on lire dans ledit rapport.

On aime bien se comparer en se disant qu'on est moins arriérés que dans certaines provinces, que nos valeurs progressistes et notre culture diversifiée nous donnent une petite longueur d'avance. Le problème est qu'on a tendance à penser qu'en matière d'éducation, on se démarque. Il faut croire que notre instinct fait défaut puisque le Québec se trouve tout au bas de l'échelle si on le compare à l'ensemble du pays.

Il serait d'ailleurs simple de pointer du doigt le gouvernement libéral actuel. Il possède sa part du blâme, mais le problème est systémique, ancré depuis plusieurs années, et il ne serait guère sur le point de se régler. « Les données présentées dans ce rapport sur l'état et les besoins de l'éducation indiquent que le Québec est engagé depuis déjà quelques années dans une logique de quasi-marché qui encourage l'essor d'une école à plusieurs vitesses. Dans ce contexte, il risque d'atteindre un point de rupture et de reculer non seulement sur l'équité de son système d'éducation, mais aussi sur son efficacité globale », mentionne-t-on d'ailleurs dans le rapport.

J'ose croire que la situation en éducation n'est pas si catastrophique alors que, selon le texte d'une centaine de pages, la relation entre la performance des élèves et le statut socioéconomique des

écoles s'avère mieux, ici, que dans certains pays d'Europe comme la France. On ne peut nier par contre qu'il y a plusieurs hypothèses et faits alarmants dans le rapport du CSE. Un élève inscrit dans une classe ordinaire, malgré toute sa bonne volonté, aurait de 13 % à 20 % moins de chances d'aller à l'université que ses confrères étudiants dans un programme public enrichi ou dans une école privée. Il existerait présentement un système à trois vitesses : le réseau privé, les programmes particuliers ou enrichis de l'école publique et le programme ordinaire de l'école publique. Et, « ironiquement, les élèves qui n'ont pas accès aux écoles privées ou aux programmes enrichis sont ceux qui auraient le plus à gagner à fréquenter un milieu scolaire plus stimulant, parce qu'ils peuvent moins que les autres compter sur les ressources de leur milieu familial pour enrichir leur bagage culturel. » La multiplication des programmes sélectifs, le libre choix parental — l'approche client — et la culture de concurrence instaurée dès le début de la scolarité obligatoire représentent des facteurs clés favorisant l'injustice sociale à l'intérieur du système éducatif.

Ai-je vécu trop longtemps dans ma tanière pour trouver qu'il y a quelque chose de fondamental qui cloche avec ces faits? Des faits présentés, non pas par un blogue obscur du fin fond du Web, mais bien par un organisme somme toute crédible qui a pour mission de « conseiller le ministre responsable sur toute question relative à l'éducation » entre autres à l'aide d'un « rapport sur l'état et les besoins de l'éducation ».

Pourtant, leur dernier rapport ne semble pas avoir suscité beaucoup de discussions et de réflexions. Loin de moi l'idée de vouloir m'immiscer dans l'appareil politique, mais il m'apparaît essentiel de tenir un débat public sur les constats du CSE. Tristement, après avoir été questionné par rapport à la publication, le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, a tout simplement balayé les critiques du revers de la main. Mon aversion envers certaines tendances politiques découle peut-être de là en fin de compte.

Le sujet est beaucoup trop important à mes yeux pour qu'on laisse filer une telle chance de s'attaquer à des enjeux préoccupants. ❖

S'ÉDUIQUER AUTREMENT

Plaidoyer renouvelé pour une réforme en éducation

FRANÇOIS BRETON-CHAMPIGNY

Dans la nouvelle édition de son livre *Éduquer. Pour la vie!* le professeur au Département de psychologie de l'Université de Montréal Charles Caouette dresse le bilan sévère d'une éducation qui serait le pantin de la société capitaliste.

Le message envoyé par le professeur est clair : une réforme majeure de l'éducation québécoise est obligatoire si la nation désire s'élever en tant que société. Charles Caouette, qui est aussi le cofondateur de l'école primaire Jonathan — une école alternative fondée en 1974 — critique avec véhémence les lacunes de notre système scolaire : valorisation de l'individualisme, de la compétition entre les pairs, du dépassement des autres, de l'intolérance et de la violence subtile.

D'après M. Caouette, l'école s'est égarée de son but initial d'éduquer les jeunes avec l'intention de former des citoyens accomplis personnellement et professionnellement. Elle servirait désormais à encourager et véhiculer des valeurs issues de notre société industrielle et capitaliste au lieu de viser le bien-être commun « Il est indispensable et urgent que l'école cesse d'être à la remorque de l'entreprise et de ses attentes et qu'elle assume de façon concrète et officielle le leadership qui lui revient dans les changements en cours », soutient M. Caouette.

L'auteur croit également que le système actuel s'avère néfaste pour le développement personnel des jeunes. « Il est carrément inacceptable que ce soit à l'école que les jeunes perdent le goût de l'école, le goût d'apprendre et de se développer, qu'ils y perdent surtout la confiance en eux-mêmes, en leurs ressources et en l'avenir », déclare Charles Caouette.

Enseigner à vivre

Afin de contrer la mentalité « incohérente » actuelle qui gouverne le système d'éducation, Charles Caouette propose une nouvelle approche qui met de l'avant la coopération entre les élèves plutôt que la compétition. « Il faut que l'on redécouvre concrètement, en éducation, les valeurs de coopération, de partage, d'amitié et de tendresse », propose-t-il. Selon lui, les jeunes bénéficieraient grandement d'un partage d'idées pour apprendre



JEAN BALTHAZARD MONTRÉAL CAMPUS

Le professeur Charles Caouette

dès le départ l'importance du travail collectif. « C'est personnellement et en interaction avec les autres que les jeunes doivent prendre le temps de découvrir et de recréer le savoir, et de lui trouver du sens », explique le professeur.

Pour l'ancien professeur en sciences de l'éducation de l'UQAM Normand Baillargeon, les problèmes actuels concernant l'éducation au Québec ne se régleront pas seulement en adoptant une nouvelle charte de valeurs basée sur l'entraide. « Bien sûr, il est important d'encourager le partage et la coopération dans le développement des étudiants. Mais les enseignants sont actuellement inaptes à entreprendre ce genre de changement à cause de leur formation professionnelle déviante », explique-t-il. M. Baillargeon prétend que la pertinence du programme d'éducation est mise en péril en raison d'un trop grand nombre d'étudiants admis chaque année. Les facultés d'éducation prioriseraient, selon l'ancien professeur, l'acceptation en masse de nouveaux étudiants sans pour autant miser sur la qualité de la formation des élèves.

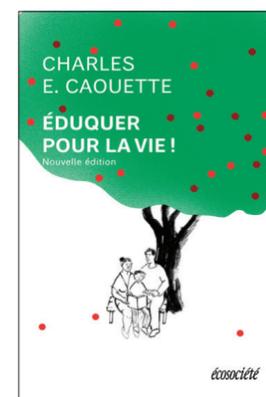
Les enseignants devraient pourtant être le pilier de la réussite de l'éducation, selon Charles Caouette. Pour certains étudiants, l'école est en « perte de sens » et cela s'explique aussi par le fait qu'ils n'associent pas les savoirs acquis comme étant utiles dans leur vie de tous les jours. « Il faut que ces connaissances répondent à des questions que l'étudiant se pose

lui-même, qu'elles répondent à des besoins qu'il ressent personnellement, et qu'elles se raccrochent à son vécu », suggère l'auteur.

Pour Normand Baillargeon, les enseignants ne sont pas outillés pour mener à bien cette initiative. Selon lui, les programmes universitaires en éducation sont désuets et ne permettent pas aux professeurs qui sortent de l'école de répondre aux exigences des étudiants. « Les facultés d'éducation servent de vaches à lait pour les universités. On accepte beaucoup trop d'étudiants, certains avec des moyennes très basses, pour le nombre de places réelles qui se trouvent sur le marché du travail. On se ramasse donc avec des professeurs, mal formés et poussés vers un marché saturé, qui ne sont pas prêts à affronter les défis qui les attendent », déplore

Normand Baillargeon.

L'auteur Charles Caouette voit dans les écoles alternatives une porte de secours pour l'éducation au Québec. « Nos écoles alternatives actuelles sont plus sérieuses et elles sont à la recherche d'une plus grande qualité de vie », affirme le professeur. Cette forme différente de cheminement scolaire, fondée sur les besoins « réels » des étudiants, serait la clé afin de former une société soucieuse des enjeux reliés à l'éducation selon M. Caouette. « Et l'avenir? La question n'est pas de savoir vers quelle sorte d'avenir nous nous dirigeons, mais quelle sorte de société nous sommes en train de bâtir », lance-t-il. ☺





CULTURE

MÉDIAS

Second souffle

Propulsé par l'ère numérique, le vidéoclip se diversifie et accroît sa portée

JULIE LEVASSEUR

Malgré le déclin de sa diffusion sur les chaînes spécialisées telles que MusiquePlus et MusiMax, le vidéoclip québécois connaît un développement sans précédent grâce à la diversification des plateformes et à la multiplication des boîtes de production locales. Derrière ce phénomène : les progrès technologiques et une bonne dose de créativité.

Pour la réalisatrice de la boîte de production Roméo & Fils, Marine van den Broek, les mœurs sont en train de changer. « *Aujourd'hui, le clip va plus loin que la performance d'un artiste et lui apporte un univers, une couleur, une vibe, ce qui lui permet de se définir en tant qu'identité à part entière au-delà de sa musique* », explique-t-elle.

La raison d'être du support audiovisuel n'a pas changé. L'apport des vidéoclips demeure très important dans la carrière d'un musicien, renchérit la chef de pupitre musique du magazine *Voir*, Valérie Thérien. « *C'est une invitation à découvrir son travail et c'est ce qui aide la relève à se faire connaître* », fait-elle savoir. C'est ce qui est arrivé à Justin Bieber : son premier vidéoclip de la pièce *One Time* a été visionné plus de 100 millions de fois en six mois et lui a permis d'acquérir une renommée internationale.

Le réalisateur du collectif Les Gamins, Vincent Ruel-Côté, reconnaît que le vidéoclip sert avant tout d'outil promotionnel pour un artiste. Malgré cela, les réalisateurs gardent souvent une grande liberté créative et le média peut devenir une œuvre « *au même titre qu'une peinture* », illustre-t-il. Dans le même ordre d'idées, le réalisateur indépendant Laurence Morais, alias Baz, considère le vidéoclip comme un terrain de jeu où les réalisateurs peuvent se développer et tester de nouvelles manières de faire. « *Le clip, c'est le délire artistique* », lance-t-il.

Caractérisation difficile

Pour Marine van der Broek, les vidéoclips suivent des effets de mode. « *Le côté hipster est aujourd'hui prédominant, de même que le côté très décousu, où on arrête la narration et on se permet toutes les*



CATHERINE LEGAULT / MONTRÉAL CAMPUS

Le réalisateur montréalais Laurence Morais, alias Baz, se démarque à l'international avec son style éclectique.

libertés qu'on veut », remarque-t-elle. Elle ajoute qu'« *on ne se contente plus de filmer l'artiste en train de chanter devant la caméra, on cherche des concepts* ».

Il est néanmoins difficile de regrouper les vidéoclips actuels en un seul grand courant. « *Il y a tellement de gens qui en font qu'il y a de tout : du storytelling, de l'expérimental, des gens qui reprennent des styles des années 80, le do-it-yourself... On est dans l'ère mash up ; tout existe et tout est mélangé* », observe Baz. Les genres cinématographiques d'animation et réaliste sont également de la partie, souligne Vincent Ruel-Côté.

On peut penser au vidéoclip de la pièce *Souris*, de Joëlle Saint-Pierre, qui a été entièrement dessiné et animé par le réalisateur Romain F. Dubois. Dans le genre cinématographique, la mise en images de la chanson *I Don't Want to Break Your Heart*, de Cœur de pirate, réalisée par Martin Pariseau, illustre le tourment d'une rupture avec une esthétique très recherchée. Dans un style plus coloré, le vidéoclip *Get Lost de Breakbot*, réalisé par Dent de Cuir, combine une musique électro-funk à une abondance de tons pastel et à un montage qui rappelle les GIFs animés.

Valérie Thérien note tout de même deux tendances récentes qui se démarquent : « *Sur la scène locale, c'est soit très imagé, éclectique*

et éclaté, comme les chansons de Klô Pelgag ou de Philippe Brach, soit plus abstrait, par exemple Safia Nolin pour Technicolor ». La première catégorie raconte des histoires qui sortent de l'ordinaire, voire loufoques, tandis que la deuxième présente un visuel simple, sans trame narrative et parfois même sans présence humaine.

L'essor d'Internet et la démocratisation du matériel de production ont révolutionné le média, estime par ailleurs Baz. « *En 2001, si tu voulais filmer un clip de manière professionnelle, c'était impossible avec les outils du bord. Maintenant, tout le monde peut en faire* », explique l'ancien reporter de MusiquePlus. Les vidéoclips n'ont plus besoin de passer à la télé pour être vus : sur le Web, ils peuvent tout de suite rejoindre les masses.

Vincent Ruel-Côté abonde dans le même sens. « *Les réseaux sociaux et YouTube permettent de voir des trucs qui se font partout dans le monde et qu'on n'aurait jamais vus autrement* », affirme-t-il. À son avis, un vidéoclip peut maintenant devenir viral en quelques jours avec les bons contacts et la bonne promotion. « *Je pense qu'Internet a donné un second souffle au métier* », avance-t-il. Dans cette optique, les capsules « *Bienvenue à Enfant-Ville* », produites par Philippe Brach pour promouvoir son dernier spectacle, ont suscité un véritable engouement. Les deux épisodes

de l'émission pour enfants, qui tourne mal, ont récolté plus de 100 000 visionnements dès leur première semaine de sortie.

Perspectives d'avenir

Les réalisateurs interviewés ont bon espoir que le vidéoclip saura perdurer grâce à sa capacité de s'adapter aux nouvelles technologies. Selon Baz, la vidéo 360° et la réalité virtuelle ont de fortes chances de transformer l'expérience cinématographique au sens large, incluant le vidéoclip.

Des changements sont aussi à prévoir quant au financement de cet art. Baz souligne l'apparition de services de diffusion payants, comme Tidal ou Apple Music. « *C'est la guerre des copyrights* », déplore-t-il. Le réalisateur insiste sur le fait qu'il ne veut pas en faire partie. Il souhaite simplement diffuser ses vidéoclips sur un maximum de plateformes afin qu'ils soient vus par le plus de personnes possible. « *En tant que créateur, c'est ça mon intérêt* », soutient-il. De son côté, Marine van den Broek s'attend à une augmentation du placement de produits, « *mais non sans contraintes* », avise-t-elle.

« *Les boîtes de production réussissent à faire des miracles avec très peu d'argent* », s'étonne Valérie Thérien. À son avis, le vidéoclip est loin d'être mort. 📺

VIDÉOCLIPS



«LA FIÈVRE DES FLEURS»
Klô Pelgag

Réalisateur: Akim Gagnon (Parce Que Films)

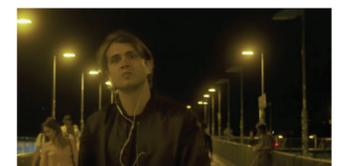
Fidèle à son habitude, Klô Pelgag propose des univers déjantés et oniriques dans ses clips et *La fièvre des fleurs* n'échappe certainement pas à la règle. Sous la lentille d'Akim Gagnon, l'artiste se glisse dans la peau d'une drôle de médecin qui prescrit des maladies à ses patients. La mise en image de cette pièce de *L'alchimie des monstres* (2013) préconise une approche expressive et suggestive, mais qui respecte tout de même une certaine trame narrative.



«TECHNICOLOR»
Safia Nolin

Réalisateur: Maël Demarcy Arnaud (DAVAÏ)

Maël Demarcy Arnaud réalise le vidéoclip poétique de la chanson *Technicolor* de Safia Nolin, tirée de l'album *Limoilou* (2015). La voix langoureuse de l'auteure-compositrice-interprète accompagne des plans très éloignés de paysages naturels, des glaciers aux déserts. Cette facture visuelle léchée et abstraite, qui rappelle le documentaire *Home* de Yann Arthus-Bertrand, favorise la sérénité et la contemplation.



«NOIR ÉDEN»
Peter Peter

Réalisateur: John Londono (Rodeo Production)

Peter Peter a décidé d'y aller en toute sobriété et simplicité en lançant cet été *Noir éden*, le premier single de son prochain album qui paraîtra cet automne. Le vidéoclip de la pièce, réalisé par John Londono, suit le musicien qui traîne la nuit dans des rues anonymes surplombées de néons. L'esthétique très naturaliste de l'œuvre montre la vulnérabilité et l'émotivité du chanteur, constamment mis à l'avant-plan.



CULTURE

En coulisses

CHRONIQUE

Le printemps d'aujourd'hui

SARAH DAOUST-BRAUN

Milléniaux, vingtenaires, générations Y et Z et même C (pour communication), les expressions abondent et sont utilisées à toutes les sauces lorsqu'on parle des 18-30 ans. Cette génération si difficile à conquérir, impatiente, narcissique, égoïste. Cette jeunesse qui sait d'où elle vient, mais qui ne sait pas où elle va, comme l'écrit Michel Fugain dans la chanson éponyme.

Gare à l'étonnement, cette troupe de personnes qui flotte entre l'enfance et la maturité (dixit ces bons vieux Robert et Larousse) est parfois capable de regarder autre chose que l'écran de son téléphone. Pas seulement détourner son regard puis se perdre dans le vide contemplatif, mais aussi raisonner, s'interroger sur le monde qui l'entoure, et surtout, être créative.

Gabrielle Côté est l'une de celles-là. La comédienne de 29 ans, diplômée de l'École nationale de théâtre, est collaboratrice régulière à l'émission *La route des 20* diffusée sur ICI Radio-Canada Première. « *Je suis chanceuse d'avoir cette tribune-là, axée sur la rencontre avec les gens. On sort du je-me-moi et ça vient avec une certaine responsabilité* », soutient-elle. Même si le rendez-vous hebdomadaire peine des fois à sortir de son cadran très radio-canadien, son intention reste tout de même louable: produire du contenu pour les vingtenaires, par les vingtenaires (si vous oubliez son animateur, Patrick Masbourian).

Mais Gabrielle a une vision bien personnelle de ce groupe d'âge, qu'elle refuse de caractériser. « *Ce n'est pas anodin. Ça fait partie de ma génération de refuser la catégorisation parce qu'on est tous multiples, différents* », avance-t-elle, concédant tout de même sentir qu'une grande fougue et un fol espoir l'habitent.

Une génération de désirs et de rêves aussi, constamment stimulée par les gadgets des temps modernes qui forgent — n'en déplaise aux bien-pensants — sa manière de réfléchir. « [La jeunesse québécoise] contourne plus facilement les idées préconçues

et est plus difficile à manipuler. La nature de son esprit critique est très intrigante », souligne de son côté le metteur en scène et directeur artistique du Centre du Théâtre d'Aujourd'hui, Sylvain Bélanger.

Étonné par le clivage entre l'image de la jeunesse hésitante représentée dans les pièces à l'affiche au Théâtre d'Aujourd'hui cette saison et sa propre perception de la jeunesse, pleine de vivacité, ce dernier a décidé de créer *La Horde*. Parmi 200 candidatures, 15 participants de 18 à 26 ans ont été sélectionnés. Ils ont la mission d'assister aux 10 spectacles inscrits au calendrier du théâtre cette année et d'entamer un dialogue, à coup de rencontres avec le directeur artistique, sur leur génération et les liens qu'elle entretient avec le théâtre et la société. « *J'ai envie d'être en adéquation avec cette génération-là. J'entends des choses qui me donnent des idées et qui vont peut-être devenir des guides pour moi* », confie Sylvain Bélanger, dans la quarantaine, qui est persuadé que ce processus nourrira sa création.

La Horde est l'une de ces belles initiatives qui s'efforce de donner la parole aux vingtenaires d'aujourd'hui dans un cadre formel et artistique et ainsi reconnaître le talent, l'audace et la force qui les fondent. Pour l'instant, trop peu de projets, de lieux de rassemblement de ce genre, existent. « *Je trouve qu'on n'est pas assez à l'écoute* [des jeunes]. *Après je comprends pourquoi les écritures* [des pièces au Théâtre d'Aujourd'hui] *scandent une révolte qui gronde* », estime le metteur en scène.

Gabrielle Côté ne voit pas les choses de la même façon. « *Je pense que les plateformes, c'est à nous de les créer. Personne ne va mettre la table pour toi. Les vingtenaires ont à faire leur place*. » Elle a raison. Les vilains mots qu'on jette à la figure des moins de 30 ans, il faut savoir les encaisser et s'en inspirer pour créer, ce que font déjà plusieurs avec brio. Parce que de toute façon, ils reviendront, sous d'autres formes, aux générations futures. « *La jeunesse, ça s'en va. On se dit toujours que ça reviendra. Pourquoi pas?* », chante le Big Bazar. ❖



CATHERINE LEGAULT | MONTRÉAL CAMPUS

Des maisons d'édition québécoises décident de s'éloigner des méthodes traditionnelles de distribution de livres pour se rapprocher des libraires et des lecteurs.

MAISONS D'ÉDITION QUÉBÉCOISES

Carrefours azur: écolo et atypique

LUCA MAX

Alors que la norme est à la collaboration entre les organismes subventionnaires et les maisons d'édition, certaines d'entre elles décident toutefois de voler de leurs propres ailes. Entrevue avec l'auteur et éditeur Vincent Thibault, qui a pris le pari de l'indépendance en fondant en 2016 Carrefours azur, une boîte d'édition avant-gardiste.

L'éditeur ne reçoit, pour l'instant, aucune subvention gouvernementale et compte laisser les choses ainsi. « *C'est un objectif pour moi de ne pas dépendre de subventions ou du moins, qu'elles ne soient pas nécessaires pour tous les projets que je lance* », soutient le directeur de Carrefours azur.

« *La formule type ne me convenait plus* », ajoute celui qui évolue dans le milieu littéraire depuis plus de 15 ans. Il se distingue des autres éditeurs en adoptant de nouvelles méthodes qui dérivent du format classique. « *Je fais affaire avec une nouvelle technologie, l'impression sur demande, précise l'auteur de *La Pureté* et de *Parkour & art du déplacement*. *Essentiellement, chaque fois que quelqu'un, un libraire ou un lecteur, commande un livre sur notre boutique en ligne, l'imprimerie s'active et le tout est expédié au client.* »*

En privilégiant cette manière de faire les choses, qui est assez atypique dans le milieu, Vincent Thibault s'assure non seulement d'avoir à gérer moins de stocks, mais aussi de courir un moins gros risque financier.

Avec l'impression sur demande, M. Thibault a décidé de ne pas recourir à l'aide d'une agence de distribution. Ces agences, comme Dimedia, Prologue ou Socadis, qui s'occupent de distribuer les titres aux libraires, sont peu nombreuses au Québec et font affaire avec plusieurs maisons d'édition. « *C'est un inconvénient de ne pas avoir de distributeur, parce qu'on a beaucoup moins de points de vente à l'heure actuelle* », avoue-t-il. Le but de ce dernier est toutefois d'avoir un contact direct avec le lecteur et le libraire, d'où la décision de s'occuper du processus de distribution et de

diffusion des titres par lui-même.

Une autre raison motive l'auteur à adopter cette manière de faire les choses: l'environnement. « *On en parle peu, mais l'industrie du livre n'est pas le milieu le plus écologique*, signale Vincent Thibault. *Plusieurs milliers de livres sont pilonnés chaque année.* » Les livres sont tout de même recyclés et non simplement jetés à la poubelle. Le recyclage du papier ne peut toutefois pas être fait et refait indéfiniment. « *Il y a beaucoup moins de transport, beaucoup moins de retours et on imprime seulement les livres que l'on sait que l'on va vendre* », indique-t-il.

À une ère où le livre numérique n'est pas encore la norme, les formules alternatives, comme celle favorisée par M. Thibault, contrastent grandement avec les méthodes utilisées par l'industrie du livre à l'heure actuelle. ☺

LANCEZ LE DÉBAT

Envoyez vos textes au

opinion.montrealcampus@gmail.com

MONTRÉAL
CAMPUS



CULTURE

THÉÂTRE

Une critique sociale... à l'aide de marionnettes

JULIE LEVASSEUR

Un héros intergalactique caucasien part en mission pour civiliser les « *sauvages exotiques* » qui peuplent la Terre : telle est la prémisse de la pièce satirique *White Like Me: A Honky Dory Puppet Show*, du comédien américain Paul Zaloom. Présenté du 3 au 5 novembre dernier au Théâtre Aux Écuries, le spectacle de marionnettes pour adultes aborde les enjeux liés à l'immigration et réaffirme le pouvoir contestataire de cet art.

Paul Zaloom entre en scène accompagné d'une marionnette ventriloque, enfermée dans une boîte pendant 50 ans. Il l'informe de tout ce qui a changé depuis, entraînant chez le personnage des réactions plutôt choquantes pour le spectateur du 21^e siècle. « *A Negro for president? Weird* », commente la marionnette.

Le protagoniste de la pièce principale, White-Man, est un explorateur intergalactique. C'est par l'entremise de son personnage que le marionnettiste dénonce, avec humour, les dérapages occidentaux.

Le héros est envoyé dans l'espace à la demande de Dieu pour découvrir de nouveaux mondes. Arrivé sur la Terre, il tente d'améliorer la vie des indigènes pour les rendre « *normaux comme lui* ». L'astronaute se convertit en philanthrope et en sauveur, jusqu'à ce qu'il s'aperçoive, avec horreur, que les Blancs seront en minorité dans les États-Unis du futur: « *White-Man va-t-il accepter le fait qu'il devient juste un Autre, lui aussi? Nous le saurons en 2042!* », s'exclame le narrateur, à la fin de la pièce.

Au travers des péripéties saugrenues, le théâtre d'objets de Paul Zaloom s'attaque à la destruction de l'environnement, à la religion,

au colonialisme, à la société de consommation, à la fausse philanthropie et aux autres paradoxes de notre époque.

« *C'est intéressant de faire du théâtre à propos de tels enjeux, de prendre des sujets sérieux et de trouver une façon d'en rigoler* », raconte le comédien issu du très engagé Bread and Puppet Theatre, au Vermont. Il considère la satire comme essentielle à la dénonciation de problèmes sociétaux. « *Il faut rire de cette merde* », lance-t-il sans censure.

Pour Paul Zaloom, le rire est le « *grand solvant de notre résistance* [aux nouvelles façons de penser] ». Il croit fermement que l'humour peut amener les spectateurs à réfléchir à des enjeux auxquels ils ne seraient autrement pas confrontés. Dans le cadre d'une performance loufoque comme *White Like Me*, « *les gens sont moins sur la défensive et plus ouverts sur le monde, ce n'est*

pas aussi menaçant », estime le marionnettiste.

La directrice artistique des Casteliers, Louise Lapointe, affirme que « *les marionnettes ont une force de frappe exceptionnelle*. » Elle indique qu'à toutes les époques, cette forme d'art a été un outil de contestation politique. À son avis, il s'agit d'une métaphore de l'humanité. « *Vu que le théâtre de marionnettes constitue un univers figuré en soi, cela permet de représenter et de dénoncer des problématiques de façon particulièrement significative* », fait-elle savoir.

Louise Lapointe considère que *White Like Me* est un bon exemple de spectacle en apparence léger au travers duquel est dénoncé tout un système de valeurs. « *Paul Zaloom est quelqu'un qui ne se prend pas au sérieux, mais qui prend son travail au sérieux* », souligne-t-elle.

Selon la professeure à l'École supérieure de théâtre de l'UQAM, Dinaïg Stall, l'avantage de ce

médium comme critique sociale est que le message est porté par un objet. « *Même si on sait qu'il y a quelqu'un derrière, c'est symboliquement un personnage fictif qui parle*, explique-t-elle. *Cela permet d'en dire plus et de formuler librement l'énonciation.* »

Selon elle, les marionnettes peuvent être traitées d'une manière qui paraîtrait intolérable s'il s'agissait de comédiens. « *On peut montrer la violence assez concrètement, tout en laissant un espace au public pour décider à quel point il se laisse emporter par l'imaginaire* », fait valoir la professeure.

D'après ses observations, la principale distinction entre la création d'un spectacle contestataire ou non réside dans sa réception. « *Lorsqu'on produit quelque chose qui dérange, il faut être prêt à ce que ça ne fasse pas l'unanimité. C'est ce qui arrive lorsqu'on veut brasser la cage* », conclut-elle. 📌



RECEVEZ UNE CHEMISE
SUR MESURE **GRATUITE!**

VALEUR DE \$100 À L'ACHAT D'UN COMPLET.*

VOUS CONCEVEZ **NOUS TAILLONS**

*Exclusivement pour les étudiants de l'UQAM.

SUITABLEE.COM



OPÉRA

Vers la voix de l'expérimentation

MATISSE HARVEY

Désireuse d'adapter l'opéra aux couleurs de la modernité et de démocratiser l'accès à l'art lyrique à toutes les générations, Chants Libres réinvente cet art total en plongeant tête première dans l'expérimentation. IncurSION dans l'univers d'une compagnie de création qui redéfinit les frontières de l'art lyrique depuis vingt-cinq ans.

Comparativement au théâtre et à la danse, l'opéra est à la traîne au Québec. C'est le constat que dresse la directrice artistique de Chants Libres, Pauline Vaillancourt. « *Je dis toujours qu'on est cent ans en arrière en musique* », soupire-t-elle. La soprano décrit l'écriture opératique comme étant passéiste et figée dans une époque désormais révolue.

C'est pourquoi Chants Libres réinvente l'opéra afin d'adapter cet art aux réalités actuelles. Projections en trois dimensions, vêtements intelligents, écrans d'eau, jeux de lumière, musique électroacoustique; le recours aux nouvelles technologies est un incontournable.

Au-delà de la manière dont l'opéra prend forme, l'écriture traduit elle aussi un désir de modernité. Chez Chants Libres, les thématiques gravitent souvent autour de réalités sociales. Le prochain spectacle de la compagnie, *Yo soy la desintegración*, retrace par exemple les tumultes de la vie de Frida Kahlo. Ce choix artistique repose sur un « *désir de mettre en lumière des femmes qui sont très libres et qui osent faire [bouger] les choses* », estime la soprano Stéphanie Lessard, qui



ROMAIN RABASA - MONTRÉAL CAMPUS

La soprano Stéphanie Lessard (à gauche) et la directrice artistique Pauline Vaillancourt (à droite)

incarnera sur scène la femme de tête mexicaine.

La prise de risques serait désormais fondamentale pour diversifier et rajeunir le public de la compagnie de création, selon Pauline Vaillancourt. « *Le grand problème est de créer une émotion chez le spectateur* », constate-t-elle. Le défi d'innover s'avère de taille devant un public sollicité en permanence par les écrans de téléphones, d'ordinateurs et de télévision.

En laissant libre cours à l'expérimentation, les jeunes compagnies d'art lyrique « *font, petit à petit, bouger les gros paquebots de ce monde* », soutient la directrice artistique de Chants Libres, en faisant référence aux compagnies traditionnelles. « *Les compagnies qui étaient extrêmement traditionnelles commencent à sortir des sentiers battus en présentant des œuvres plus contemporaines [...] ou en présentant des opéras traditionnels d'une façon plus contemporaine* », explique le directeur général et artistique de l'Opéra de Québec, Grégoire Legendre.

Ce dernier rappelle notamment les collaborations de l'Opéra avec le

compositeur britannique Thomas Adès et le metteur en scène Robert Lepage dans *Powder Her Face* (2013) et *The Tempest* (2012). La projection d'images sur un mur du décor avait été l'un des éléments abstraits qui avait exacerbé la singularité des œuvres.

Les années 1980 marquent d'ailleurs un point de rupture avec le milieu lyrique classique, avec un gain en importance du jeu théâtral. « *On essaie de présenter les opéras de façon beaucoup plus théâtrale et on fait plus attention au "casting"* », précise Grégoire Legendre.

« *L'opéra pour moi, c'est un art complet [qui regroupe] la musique, le mouvement, le jeu et parfois la danse* », constate Stéphanie Lessard. La soprano et Pauline Vaillancourt abondent vers un même constat : l'essoufflement actuel vis-à-vis l'opéra s'explique en partie par la peur du dépaysement à l'égard d'un art que beaucoup associent toujours à Puccini, à Verdi ou à Bellini. Ce sont à la fois aux compagnies d'art lyrique et au public d'ouvrir leurs œillères pour s'intéresser à la nouveauté et permettre à cet art de se réinventer. 🎭

UN EMPLOI UNIQUE
UN ENDROIT
EMBLÉMATIQUE
UN ÉTÉ
INOUBLIABLE



Devenez
GUIDE PARLEMENTAIRE

Présentez votre candidature
d'ici le 13 janvier 2017

Cet été, soyez au cœur de l'action
au Parlement du Canada.



Pour en savoir plus et faire votre
demande en ligne, allez à
parl.gc.ca/guides

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT
LIBRARY OF PARLIAMENT

« Je dis toujours
qu'on est cent
ans en arrière
en musique »

Pauline Vaillancourt,
directrice artistique
de Chants Libres



CULTURE

THÉÂTRE IMPROVISÉ



PHOTOS CATHERINE LEGAULT / MONTRÉAL CAMPUS

Depuis cinq ans, les Productions de l'Instable innovent dans le milieu de l'improvisation en proposant une formule qui s'éloigne des codes traditionnels de la discipline théâtrale.

Sans texte ni complexe

ISABELLE GRIGNON-FRANCKE

Enjamber des bancs massifs en bois et s'enfoncer dans le noir absolu d'une église du centre-ville pour pénétrer une pièce où valsent les tables rondes et s'élèvent de lourds rideaux de velours rouge : parcours atypique d'un mardi soir pour assister à une représentation qui l'est tout autant. Les Productions de l'Instable explorent depuis 2011 les personnages et ambiances dans une formule innovatrice qui plonge des comédiens improvisateurs dans un univers théâtral inventif, loin du duel classique entre deux équipes.

Il ne faudrait pas pousser l'audace jusqu'à parler d'une partie d'impro. L'Instable se veut une re-fonte du traditionnel affrontement en duel sur la patinoire d'improvisation. « *L'Instable, c'est du théâtre spontané où on utilise l'improvisation pour créer* », explique Frédéric Barbusci, cofondateur de la troupe. La compagnie est, effectivement, beaucoup plus près de l'exploration théâtrale que du sketch de fond de bar. Les acteurs sur scène créent de façon marathonienne, durant deux heures, de petites histoires accompagnées d'un musicien, dont les mélodies contribuent à la finesse des récits.

La représentation du 1^{er} novembre, nommée *TROIS*, était une vraie course à relais. Sans thèmes, les comédiens passaient

d'une histoire à l'autre. Ils interrompaient la scène dès que l'un d'eux prononçait « 1-2-3 », une sorte de code pour changer de situation. « *C'est de l'improvisation pure, on ne réfléchit pas et d'après moi, c'est là qu'un improvisateur est à son meilleur* », a témoigné Johanne Lapierre, une des comédiennes de la soirée.

« Ce qu'on veut c'est déranger, c'est aider les gens à se réinventer »

Dominiq Hamel,
musicien des Productions
de l'Instable

Le lieu choisi pour les représentations n'a pas laissé le public indifférent. À même un ancien sanctuaire, la scène encadrée d'escaliers s'ouvrant sur des balcons de part et d'autre conférait au spectacle un caractère mythique, sacré. La longue durée accordée aux comédiens pour mettre en place les situations rendait le public plus attentif au travail créatif, comme le relèvent les trois interprètes de la soirée, Frédéric Barbusci, Johanne Lapierre et

Dominiq Hamel. « *Ce qu'on veut, c'est déranger, c'est aider les gens à se réinventer* », a précisé Dominiq Hamel, musicien de la troupe. « *On veut stimuler les comédiens pour les convaincre de créer ensemble, en complicité* », a renchéri Rachel Gamache, codirectrice de l'Instable.

La petite foule, constituée d'un public d'environ 40 personnes, semblait apprécier l'innovation de la méthode. Alors que certains s'étonnaient de l'absence totale de textes mémorisés précédemment, d'autres saluaient le réalisme des situations qui ont su capter leur intérêt. « *Ce que j'admire, c'est cette mise en danger constante* », a affirmé Maryse, une spectatrice quinquagénaire, conquise depuis longtemps par les comédiens présents.

Toujours plus de créateurs

Les motivations du fondateur des Productions de l'Instable, Frédéric Barbusci, sont franches. Il veut se distancier de ce qui a déjà été fait. « *J'aimerais bien rapatrier les gens qui ont regardé beaucoup d'impro et qui se sont dit : "Bon, c'est beau, j'en ai assez vu!"* »

Le comédien affirme avoir tenté de faire bouger plusieurs autres ligues dans lesquelles il a joué, mais la force des traditions bien ancrées dans celles-ci rendait les changements bien ardu. M. Barbusci souhaitait déployer le pouvoir créatif de l'improvisation en prenant le temps de placer les

histoires, d'apprécier les silences même si le spectacle ne faisait alors pas s'esclaffer l'assistance en tout temps. Il y a cinq ans, il a alors décidé de présenter huit soirées de création sous la bannière des Productions de l'Instable. L'an dernier, le concept a été repris sous le nom de « *Dompteur* », où des spectacles étaient produits mensuellement. Une programmation complète et hebdomadaire a été établie cette année au Balcon Cabaret Music-Hall, tous les mardis, jusqu'en mars.

Les comédiens se montrent bien confiants. Selon eux, l'improvisation théâtrale ne cessera d'évoluer et leur art restera vivant, aujourd'hui

plus que jamais. L'improvisation théâtrale a d'ailleurs acquis un statut particulier le 20 octobre. L'Assemblée nationale a voté à l'unanimité une motion pour reconnaître cette discipline comme un courant emblématique de la culture québécoise et une discipline à part entière. Cette reconnaissance fait l'effet d'une tape dans le dos pour la vingtaine de ligues post-collégiales qui existent à Montréal. « *Il n'y aura jamais trop de créateurs, l'impro a toujours été une façon de voir le théâtre! Cette mesure va nous permettre de penser, de nous associer pour faire vivre notre art!* », a annoncé fièrement Johanne Lapierre, comédienne. 🗣️

SUIVEZ LE
MONTRÉAL
CAMPUS
SUR LE WEB



**AIMEZ NOTRE PAGE
POUR ÊTRE INFORMÉ
DES ACTIVITÉS ET CONCOURS!**

Desjardins 360^d – UQAM
Local R-R610
315, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H2X 3X2

 @Desjardins360d

 **Francoeur**

 **Desjardins** 

Coopérer pour créer l'avenir